

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Les Compagnies Loblaw limitée annonce les résultats du quatrième trimestre de 2012 et de l'exercice clos le 29 décembre 2012¹⁾

BRAMPTON, ONTARIO Le 21 février 2013 Les Compagnies Loblaw limitée (TSX : L) (« Loblaw » ou la « société ») a annoncé aujourd'hui ses résultats financiers non audités pour le quatrième trimestre de 2012 ainsi que la publication de son Rapport annuel 2012 – Revue financière, qui comprend les états financiers consolidés audités et le rapport de gestion de la société pour l'exercice clos le 29 décembre 2012. Le rapport annuel 2012 de la société sera disponible sous l'onglet Centre des investisseurs du site Web de la société à l'adresse loblaw.ca et sera déposé auprès de SEDAR et disponible à l'adresse sedar.com.

Résumé du quatrième trimestre de 2012¹⁾

- Bénéfice net de base par action ordinaire de 0,51 \$, qui tient compte d'une charge de restructuration de 0,16 \$, comparativement à un bénéfice net de base par action ordinaire de 0,62 \$ au quatrième trimestre de 2011.
- Marge du BAIIA²⁾ de 6,0 %, ou 6,8 % exclusion faite de la charge de restructuration, comparativement à une marge de 6,6 % au quatrième trimestre de 2011.
- Produits de 7 465 millions de dollars, en hausse de 1,2 % par rapport au quatrième trimestre de 2011.
- Chiffre d'affaires du secteur Vente au détail en hausse de 0,9 % et chiffre d'affaires des magasins comparables stable³⁾.

« 2012 a été une année charnière pour Loblaw, alors que nous avons amélioré notre offre de produits et de services faite à la clientèle, déployé notre programme d'infrastructures et réduit nos coûts », a déclaré Galen G. Weston, président du Conseil de Les Compagnies Loblaw limitée. « Malgré les défis auxquels nous avons été confrontés au cours de l'exercice, notre équipe a été à la hauteur et réalise notre plan selon les attentes. Les solides résultats enregistrés au dernier trimestre de 2012 et au début de 2013 indiquent que la stratégie de la direction commence à porter fruit ».

« Pour la suite des choses, j'ai confiance en la façon dont notre offre ne cesse de s'améliorer, ainsi qu'en la capacité de notre équipe à accroître les efficacités de manière optimale et à stimuler la croissance de l'entreprise en ayant recours à une approche disciplinée. Ces facteurs réunis nous permettront de consolider davantage notre entreprise et de créer de la valeur à long terme pour les actionnaires. »

Résultats opérationnels trimestriels consolidés

Pour les périodes closes le 29 décembre 2012 et le 31 décembre 2011 (non audité)

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	2012 (12 semaines)	2011 (12 semaines)	Variation (en dollars)	Variation (en pourcentage)	2012 (52 semaines)	2011 (52 semaines)	Variation (en dollars)	Variation (en pourcentage)
Produits	7 465 \$	7 373 \$	92 \$	1,2 %	31 604 \$	31 250 \$	354 \$	1,1 %
Résultat opérationnel	262	315	(53)	(16,8 %)	1 196	1 384	(188)	(13,6 %)
Bénéfice net	143	174	(31)	(17,8 %)	650	769	(119)	(15,5 %)
Bénéfice net de base par action ordinaire (en dollars)	0,51	0,62	(0,11)	(17,7 %)	2,31	2,73	(0,42)	(15,4 %)
Marge opérationnelle ³⁾	3,5 %	4,3 %			3,8 %	4,4 %		
BAIIA ²⁾	449 \$	485 \$	(36)	(7,4 %)	1 973 \$	2 083 \$	(110)	(5,3 %)
Marge du BAIIA ²⁾	6,0 %	6,6 %			6,2 %	6,7 %		

- 1) Le présent communiqué de presse renferme des énoncés prospectifs. Voir les énoncés prospectifs à la page 6 du présent communiqué de presse pour une analyse des principaux facteurs qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent sensiblement des conclusions, prévisions et projections formulées dans les présentes et pour connaître les principales hypothèses posées lors de l'établissement de ces énoncés. Ce communiqué de presse doit être lu en parallèle avec les documents que Les Compagnies Loblaw limitée dépose, à l'occasion, auprès des autorités en valeurs mobilières et qui pourront être consultés aux adresses sedar.com et loblaw.ca.
- 2) Voir les mesures financières non conformes aux PCGR à la page 7 du présent communiqué de presse.
- 3) Pour les définitions et les ratios de nature financière, voir le glossaire du Rapport annuel 2012 – Revue financière de la société.

- Au quatrième trimestre de 2012, la société a annoncé un plan de compression du personnel de son siège social et du personnel occupant des postes administratifs. Ce plan, qui visait principalement des rôles de gestionnaires et d'employés de bureau, a touché environ 700 postes. La société a comptabilisé une charge de 61 millions de dollars au titre de cette restructuration au quatrième trimestre de 2012.
- Au cours de l'exercice 2012, la société a effectué un investissement marginal de 55 millions de dollars dans son offre de produits et de services à la clientèle, qui n'a pas été comblé par les activités. Ce montant comprend une tranche de 20 millions de dollars investie dans les prix, une tranche de 15 millions de dollars liée aux pertes et une tranche de 20 millions de dollars liée au coût de la main-d'œuvre. De ce montant, une tranche de 15 millions de dollars a été engagée au quatrième trimestre de 2012, dont 10 millions de dollars ont été affectés aux pertes et 5 millions de dollars, à la main-d'œuvre.
- L'augmentation de 92 millions de dollars des produits comparativement au quatrième trimestre de 2011 est attribuable à la hausse des produits tirés du secteur Vente au détail et du secteur Services financiers de la société, tel qu'il est décrit ci-dessous.
- Le résultat opérationnel a diminué de 53 millions de dollars comparativement au quatrième trimestre de 2011, ce qui s'explique par la diminution de 69 millions de dollars du résultat opérationnel du secteur Vente au détail, qui a été partiellement contrebalancée par une hausse de 16 millions de dollars du résultat opérationnel du secteur Services financiers. Le résultat opérationnel comprend les éléments significatifs suivants :
 - une charge de 61 millions de dollars liée à la compression du personnel du siège social et du personnel occupant des postes administratifs;
 - des coûts marginaux de 19 millions de dollars liés aux investissements dans les technologies de l'information (les « TI ») et la chaîne d'approvisionnement. Ces coûts incluent les charges suivantes :
 - 79 millions de dollars (67 millions de dollars en 2011) liés aux TI;
 - 53 millions de dollars (43 millions de dollars en 2011) liés aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles;
 - 2 millions de dollars (7 millions de dollars en 2011) au titre des autres projets liés à la chaîne d'approvisionnement;
 - 2 millions de dollars (néant en 2011) liés à des changements apportés au réseau de distribution.
 - une charge de 17 millions de dollars (5 millions de dollars en 2011) attribuable aux pertes de valeur des immobilisations corporelles, déduction faite des reprises de valeur, comptabilisée au titre de l'excédent de la valeur comptable des immobilisations corporelles de certains magasins sur leur valeur recouvrable;
 - une charge de 5 millions de dollars (23 millions de dollars en 2011) liée à la conversion de certains magasins conventionnels de l'Ontario en un modèle d'exploitation moins coûteux et plus efficace, conformément aux modalités des conventions collectives ratifiées en 2010;
 - une charge de 2 millions de dollars (4 millions de dollars en 2011) découlant de l'incidence de la rémunération fondée sur des actions, déduction faite des contrats à livrer sur actions;
 - une charge de néant (16 millions de dollars en 2011) relative aux coûts de démarrage liés au lancement de la marque *Joe Fresh* aux États-Unis.
- Pour le quatrième trimestre de 2012, la marge opérationnelle¹⁾ s'est établie à 3,5 %, ou 4,3 % compte non tenu de la charge de restructuration, en comparaison de 4,3 % pour le trimestre correspondant de 2011.
- La diminution du bénéfice net de 31 millions de dollars par rapport à celui du quatrième trimestre de 2011 est principalement attribuable à la baisse du résultat opérationnel, partiellement neutralisée par une diminution du taux d'impôt effectif.
- Le bénéfice net de base par action ordinaire a subi l'incidence des éléments significatifs suivants :
 - une charge de 0,16 \$ liée à la compression du personnel du siège social et du personnel occupant des postes administratifs;
 - une charge de 0,05 \$ liée aux investissements marginaux dans les TI et la chaîne d'approvisionnement;
 - une charge de 0,05 \$ (0,01 \$ en 2011) attribuable aux pertes de valeur des immobilisations corporelles, déduction faite des reprises de valeur;
 - une charge de 0,01 \$ (0,06 \$ en 2011) liée à la conversion de certains magasins conventionnels de l'Ontario, conformément aux modalités des conventions collectives ratifiées en 2010;
 - une charge de néant (0,01 \$ en 2011) découlant de l'incidence de la rémunération fondée sur des actions, déduction faite des contrats à livrer sur actions;
 - une charge de néant (0,04 \$ en 2011) relative aux coûts de démarrage liés au lancement de la marque *Joe Fresh* aux États-Unis.

1) Pour les définitions et les ratios de nature financière, voir le glossaire du Rapport annuel 2012 – Revue financière de la société.

- En 2012, la société a engagé des dépenses d'investissement d'environ 1,0 milliard de dollars, une tranche d'environ 55 % ayant été investie dans son infrastructure de TI et sa chaîne d'approvisionnement et la tranche résiduelle de 45 % ayant été investie dans les activités de vente au détail.
- En décembre 2012, la société a annoncé qu'elle entendait créer une fiducie de placement immobilier (la « FPI ») qui fera l'acquisition d'une importante part des actifs immobiliers de Loblaw et dont des parts seront vendues dans le cadre d'un premier appel public à l'épargne (le « PAPE »). La clôture du PAPE de la FPI devrait avoir lieu vers le milieu de 2013, sous réserve des conditions de marché et de l'obtention des approbations d'ordre réglementaire, notamment l'approbation de la demande d'inscription des parts à la Bourse de Toronto.

Les résultats consolidés trimestriels par secteur opérationnel à présenter sont les suivants :

Résultats opérationnels du secteur Vente au détail

Pour les périodes closes le 29 décembre 2012 et le 31 décembre 2011 (non audité)								
(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	2012 (12 semaines)	2011 (12 semaines)	Variation (en dollars)	Variation (en pourcentage)	2012 (52 semaines)	2011 (52 semaines)	Variation (en dollars)	Variation (en pourcentage)
Chiffre d'affaires	7 289 \$	7 226 \$	63 \$	0,9 %	30 960 \$	30 703 \$	257 \$	0,8 %
Marge brute	1 575	1 569	6	0,4 %	6 819	6 820	(1)	–
Résultat opérationnel	228	297	(69)	(23,2 %)	1 101	1 312	(211)	(16,1 %)
(Diminution) augmentation du chiffre d'affaires des magasins comparables ¹⁾	0,0 %	2,5 %			(0,2 %)	0,9 %		
Marge brute (en pourcentage)	21,6 %	21,7 %			22,0 %	22,2 %		
Marge opérationnelle ¹⁾	3,1 %	4,1 %			3,6 %	4,3 %		

- Pour le quatrième trimestre de 2012, les facteurs suivants expliquent l'augmentation de 63 millions de dollars du chiffre d'affaires du secteur Vente au détail comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent :
 - le chiffre d'affaires des magasins comparables¹⁾ n'a pas connu de croissance (hausse de 2,5 % en 2011), l'ouverture des magasins une journée de plus en 2011 ayant eu une incidence favorable de l'ordre de 0,8 % à 1,0 %;
 - le chiffre d'affaires tiré des produits alimentaires et des produits pharmaceutiques a connu une croissance modeste;
 - le chiffre d'affaires tiré des postes d'essence a connu une croissance modérée;
 - le chiffre d'affaires tiré des articles de marchandise générale, à l'exclusion des vêtements, a légèrement diminué;
 - le chiffre d'affaires tiré des vêtements n'a pas connu de croissance;
 - l'indice interne moyen trimestriel des prix des aliments de la société n'a pas connu de hausse au quatrième trimestre de 2012 (inflation modérée en 2011) et a été inférieur à l'inflation moyenne trimestrielle du prix des aliments de 1,5 % enregistrée au pays (5,2 % en 2011), calculée selon l'indice des prix à la consommation pour l'achat d'aliments en magasins (l'« IPC »). L'IPC ne traduit pas nécessairement l'incidence de l'inflation sur la composition spécifique de l'offre de produits vendus dans les magasins de Loblaw;
 - 18 magasins détenus par la société et magasins franchisés ont ouvert leurs portes et 11 les ont fermées au cours des 12 derniers mois, ce qui a donné lieu à une augmentation nette de 0,3 million de pieds carrés, ou 0,6 % de la superficie.
- La diminution de la marge brute exprimée en pourcentage du chiffre d'affaires, qui est passée de 21,7 % au quatrième trimestre de 2011 à 21,6 % au quatrième trimestre de 2012, est principalement attribuable aux investissements au chapitre des marges dégagées par les produits alimentaires et à l'augmentation de la charge liée aux pertes. Ces facteurs ont cependant été partiellement compensés par l'amélioration des marges dégagées par les produits pharmaceutiques et par les articles de marchandise générale ainsi que par la baisse des frais de transport. La marge brute a progressé de 6 millions de dollars comparativement à celle du quatrième trimestre de 2011, en raison essentiellement de la croissance du chiffre d'affaires, partiellement contrebalancée par les investissements liés à l'amélioration de la marge brute exprimée en pourcentage. L'augmentation de la charge liée aux pertes reflète un investissement marginal d'environ 10 millions de dollars dans l'offre de produits et de services à la clientèle de la société lié à l'amélioration de l'assortiment des produits dans les magasins, qui n'a pas été comblé par les activités.

1) Pour les définitions et les ratios de nature financière, voir le glossaire du Rapport annuel 2012 – Revue financière de la société.

- Le résultat opérationnel a diminué de 69 millions de dollars, y compris la charge de restructuration de 61 millions de dollars, par rapport à celui du quatrième trimestre de 2011, et la marge opérationnelle¹⁾ du quatrième trimestre de 2012 s'est établie à 3,1 %, ou 4,0 % compte non tenu de la charge de restructuration, en baisse comparativement à celle de 4,1 % dégagée pour la même période en 2011. Le résultat opérationnel et la marge opérationnelle¹⁾ ont subi l'incidence négative non seulement des éléments significatifs mentionnés plus haut à la rubrique « Résultats opérationnels consolidés », mais aussi des pertes de change et de l'augmentation du coût de la main-d'œuvre, facteurs en partie contrebalancés par les efficacités au chapitre des autres coûts opérationnels et la hausse de la marge brute. La hausse du coût de la main-d'œuvre reflète un investissement marginal d'environ 5 millions de dollars dans l'offre de produits et de services à la clientèle de la société lié à l'amélioration du service dans les magasins, qui n'a pas été comblé par les activités.

Résultats opérationnels du secteur Services financiers

Pour les périodes closes le 29 décembre 2012 et le 31 décembre 2011
(non audité)
(en millions de dollars canadiens,
sauf indication contraire)

	2012 (12 semaines)	2011 (12 semaines)	Variation (en dollars)	Variation (en pourcentage)	2012 (52 semaines)	2011 (52 semaines)	Variation (en dollars)	Variation (en pourcentage)
Produits	176 \$	147 \$	29 \$	19,7 %	644 \$	547 \$	97 \$	17,7 %
Résultat opérationnel	34	18	16	88,9 %	95	72	23	31,9 %
Bénéfice avant impôt sur le résultat	23	7	16	228,6 %	50	24	26	108,3 %

Non audité (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	Au 29 décembre 2012	Au 31 décembre 2011	Variation (en dollars)	Variation (en pourcentage)
Montant net trimestriel moyen des créances sur cartes de crédit	2 105 \$	1 974 \$	131 \$	6,6 %
Créances sur cartes de crédit	2 305	2 101	204	9,7 %
Compte de correction de valeur des créances sur cartes de crédit	43	37	6	16,2 %
Rendement annualisé sur le montant brut trimestriel moyen des créances sur cartes de crédit	12,8 %	12,5 %		
Taux annualisé de pertes sur créances sur le montant brut trimestriel moyen des créances sur cartes de crédit	4,3 %	4,2 %		

- La hausse de 19,7 % des produits par rapport au quatrième trimestre de 2011 s'explique par l'augmentation des produits de PC Télécom qui a découlé de l'inauguration des kiosques Boutique Mobile en 2011 et de la croissance des produits d'intérêts et des commissions d'interchange qui a résulté de l'augmentation de la valeur des opérations sur cartes de crédit et de la hausse des soldes de créances sur cartes de crédit.
- Le résultat opérationnel et le bénéfice avant impôt ont augmenté de 16 millions de dollars par rapport au quatrième trimestre de 2011, essentiellement en raison de la hausse des produits dont il a été question précédemment et de la baisse des coûts liés à la renégociation des contrats des fournisseurs. Cette hausse a été partiellement contrebalancée par les investissements liés à l'inauguration des kiosques Boutique Mobile de PC Télécom et par l'augmentation du compte de correction de valeur des créances sur cartes de crédit qui a résulté de la croissance du programme relatif aux créances sur cartes de crédit au cours du trimestre.

1) Pour les définitions et les ratios de nature financière, voir le glossaire du Rapport annuel 2012 – Revue financière de la société.

Perspectives¹⁾

En 2012, la société a amélioré son offre de produits et de services à la clientèle et a fait d'importants progrès au chapitre de la mise en œuvre de son infrastructure de TI. Elle poursuivra sur cette lancée en 2013, et elle s'attend à ce que ses gains en matière d'efficacité opérationnelle viennent compenser ses investissements dans les prix, l'assortiment des produits et la main-d'œuvre. Les investissements liés aux programmes d'infrastructure se poursuivront, le déploiement du système de TI étant prévu dans plusieurs centres de distribution et magasins, à un coût avoisinant celui de 2012. La croissance du chiffre d'affaires en 2013 sera freinée par une vive concurrence, qui se traduira notamment par une augmentation soutenue de la superficie en pieds carrés, par l'arrivée d'un nouveau concurrent sur le marché et par la déflation touchant les médicaments génériques. En conséquence, la société s'attend à enregistrer en 2013 une croissance modeste de son résultat opérationnel, abstraction faite de l'incidence de la charge de restructuration de 61 millions de dollars comptabilisée au quatrième trimestre de 2012 et des répercussions de son plan précédemment annoncé voulant qu'elle procède au PAPE d'une nouvelle FPI.

De plus, en 2013, la société prévoit :

- être assujettie à un taux d'impôt effectif se situant dans une fourchette de 26 % à 27 %, en comparaison de 24,9 % en 2012;
- adopter les modifications de la norme comptable relative aux avantages du personnel, ce qui nécessitera le retraitement des états financiers consolidés de 2012 afin de rendre compte d'une réduction du bénéfice net d'environ 16 millions de dollars, ou 0,06 \$ par action;
- engager des dépenses d'investissement d'environ 1 milliard de dollars, soit le même montant qu'en 2012, ce qui se traduira par une nouvelle croissance d'environ 1 % de la superficie nette en pieds carrés destinée à la vente au détail.

À plus long terme, la société s'attend toujours à enregistrer un chiffre d'affaires des magasins comparables²⁾ positif, une baisse des coûts liés aux TI et à la chaîne d'approvisionnement et une légère diminution des dépenses d'investissement, ce qui devrait donner lieu à une croissance du résultat opérationnel, du BAIIA³⁾ et des flux de trésorerie disponibles³⁾.

1) Voir les énoncés prospectifs à la page 6 du présent communiqué de presse.

2) Pour les définitions et les ratios de nature financière, voir le glossaire du Rapport annuel 2012 – Revue financière de la société.

3) Voir les mesures financières non conformes aux PCGR à la page 7 du présent communiqué de presse.

Énoncés prospectifs

Le présent communiqué de presse de Les Compagnies Loblaw limitée renferme des énoncés prospectifs portant sur les objectifs, les plans, les buts, les aspirations, les stratégies, la situation financière, les résultats opérationnels, les flux de trésorerie, la performance, les perspectives et les occasions d'affaires de la société. La rubrique « Perspectives » du présent communiqué de presse renferme des énoncés touchant précisément les résultats futurs attendus, les dépenses d'investissement prévues et les plans futurs. Les énoncés prospectifs se reconnaissent généralement à l'emploi de mots ou d'expressions comme « s'attendre à », « anticiper », « croire », « pouvoir », « entrevoir », « estimer », « objectif », « avoir l'intention de », « prévoir », « chercher à », « faire », « devoir » et autres expressions semblables, conjugués au présent, au conditionnel ou au futur, lorsqu'ils se rapportent à la société et à sa direction.

Les énoncés prospectifs reflètent les estimations, opinions et hypothèses actuelles de la société, lesquelles se fondent sur la perception de la société des tendances historiques, de la situation actuelle et des événements futurs prévus, ainsi que sur d'autres facteurs qui, de l'avis de la société sont appropriés dans les circonstances. Les attentes de la société quant à sa performance opérationnelle et financière pour 2013 s'appuient sur certaines hypothèses, notamment en ce qui a trait à la croissance des produits, aux économies de coûts et à l'efficacité opérationnelle prévues, aux taux d'impôt, qui ont été présumés semblables à ceux de 2012, à la capacité de la société de réaliser son plan consistant à augmenter la superficie nette de vente au détail de 1 % et à l'absence d'événements défavorables ou de coûts imprévus touchant les investissements de la société dans les TI et la chaîne d'approvisionnement. Les estimations, opinions et hypothèses sont, de par leur nature, assujetties à des incertitudes et à des éventualités importantes d'ordre commercial, économique, concurrentiel ou autre en ce qui a trait aux événements futurs, et sont donc susceptibles d'être révisées. La société ne peut garantir que ces estimations, opinions et hypothèses se révéleront exactes.

Bon nombre de risques et incertitudes pourraient faire en sorte que les résultats réels de la société diffèrent sensiblement des estimations et des hypothèses exprimées explicitement ou implicitement dans les énoncés prospectifs, notamment :

- l'incapacité d'obtenir les résultats attendus, y compris la croissance des produits et les économies ou l'efficacité opérationnelle prévues résultant des initiatives importantes de la société, notamment celles liées à la restructuration;
- l'incapacité de tirer parti des investissements dans les systèmes de TI de la société, y compris le déploiement des systèmes de TI de la société, ou l'obtention de résultats imprévus associés à la mise en œuvre de ces initiatives;
- l'incapacité de l'infrastructure de TI de la société à soutenir les besoins de celle-ci;
- une intensification de la concurrence exercée par les concurrents actuels ou les nouveaux venus sur le marché;
- l'évolution de la conjoncture économique, notamment des taux d'inflation ou de déflation, ainsi que les variations des taux d'intérêt, des cours de change et des cours des dérivés et des marchandises;
- les événements touchant la santé publique, notamment ceux liés à la sécurité des aliments;
- l'incapacité d'obtenir les résultats souhaités au cours des négociations collectives, y compris les modalités des futures conventions collectives, ce qui pourrait entraîner des arrêts de travail;
- l'incapacité de la société à gérer les stocks de manière à réduire au minimum l'incidence des problèmes liés aux stocks désuets ou excédentaires et à contrôler les pertes;
- l'incidence des obligations éventuelles en matière d'environnement;
- l'incapacité de s'adapter à l'évolution des goûts des consommateurs et aux modifications des habitudes d'achat;
- la dépendance envers certains prestataires de services indépendants, notamment ceux fournissant des services liés à la chaîne d'approvisionnement et aux gammes de vêtements de la société, de même que leur fidélisation;
- les questions d'approvisionnement et de contrôle de la qualité des fournisseurs;
- les changements apportés à la réglementation concernant le prix des médicaments génériques sur ordonnance, la réduction des remboursements accordés en vertu des régimes d'assurance-médicaments publics et la diminution des indemnités professionnelles pharmaceutiques versées par les fabricants de médicaments;
- les changements dans les passifs d'impôt de la société, notamment l'impôt sur le résultat, ainsi que dans les passifs liés à la réglementation et aux taxes à la consommation, y compris les changements découlant des modifications des lois fiscales, des règlements sur les impôts ou des cotisations futures;
- toute cotisation que la société pourrait être tenue de verser à ses régimes de retraite agréés à prestations définies par capitalisation ou à ses régimes de retraite multi-employeurs auxquels elle cotise en sus des cotisations qu'elle envisage de verser à l'heure actuelle;
- le risque que la société subisse une perte financière si ses contreparties ne s'acquittaient pas de leurs obligations prévues aux termes des contrats conclus avec celles-ci;
- l'incapacité de la société à recouvrer ses créances sur cartes de crédit;
- l'incapacité de mettre en œuvre le PAPE de la FPI proposée par la société, ce qui pourrait avoir une incidence négative sur la réputation, les activités et la performance financière de la société.

Cette liste des facteurs qui pourraient toucher les énoncés prospectifs de la société n'est pas exhaustive. D'autres risques et incertitudes que la société ignore actuellement ou qu'elle juge actuellement sans importance pourraient faire en sorte que les résultats ou les événements réels diffèrent sensiblement de ceux qui sont précisés dans les énoncés prospectifs. Ces autres risques et incertitudes sont présentés dans les documents que la société dépose auprès des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, y compris à la rubrique « Risques d'entreprise et gestion des risques » du rapport de gestion inclus dans le Rapport annuel 2012. Les lecteurs sont donc invités à ne pas se fier indûment à ces énoncés prospectifs, qui traduisent les attentes de la société uniquement à la date du présent communiqué de presse. Sauf dans la mesure où la loi l'exige, la société ne s'engage pas à mettre à jour ou à réviser les présents énoncés prospectifs que ce soit à la lumière de nouvelles informations, d'événements futurs ou autrement.

Mesures financières non conformes aux PCGR

La société utilise les mesures financières non conformes aux PCGR suivantes : le BAIIA, la marge du BAIIA et les flux de trésorerie disponibles. Elle estime que ces mesures financières non conformes aux PCGR fournissent de l'information utile à la direction et aux investisseurs pour évaluer sa performance financière et sa situation financière, pour les raisons indiquées ci-après. Comme ces mesures n'ont pas de sens normalisé en vertu des PCGR, elles ne sauraient se comparer à des mesures portant le même nom présentées par d'autres sociétés ouvertes ni se substituer à d'autres mesures financières établies selon les PCGR.

BAIIA et marge du BAIIA Le tableau qui suit présente le rapprochement entre le bénéfice avant impôt sur le résultat, les charges d'intérêts et les amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles (le « BAIIA ») d'une part et le résultat opérationnel, qui a fait l'objet d'un rapprochement avec le bénéfice net établi conformément aux PCGR et présenté dans les comptes consolidés de résultat pour les exercices clos le 29 décembre 2012 et le 31 décembre 2011. La direction utilise le BAIIA pour évaluer le rendement des activités courantes et la capacité de la société à générer des flux de trésorerie afin de financer ses besoins de trésorerie, notamment son programme de dépenses d'investissement.

La marge du BAIIA représente le BAIIA divisé par le chiffre d'affaires.

(en millions de dollars canadiens)	2012 (non audité) (12 semaines)	2011 (non audité) (12 semaines)	2012 (non audité) (52 semaines)	2011 (non audité) (52 semaines)
Bénéfice net	143 \$	174 \$	650 \$	769 \$
Ajouter l'incidence des éléments suivants :				
Impôt sur le résultat	39	60	215	288
Charges d'intérêts nettes et autres charges financières	80	81	331	327
Résultat opérationnel	262	315	1 196	1 384
Ajouter l'incidence de l'élément suivant :				
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	187	170	777	699
BAIIA	449 \$	485 \$	1 973 \$	2 083 \$

Flux de trésorerie disponibles Le tableau suivant présente un rapprochement des flux de trésorerie disponibles utilisés pour évaluer la situation financière de la société et des mesures conformes aux PCGR présentées dans les états financiers consolidés audités pour les exercices clos le 29 décembre 2012 et le 31 décembre 2011. La société est d'avis que les flux de trésorerie disponibles constituent une mesure utile pour évaluer la trésorerie disponible qu'elle peut affecter aux activités de financement et d'investissement supplémentaires.

Les flux de trésorerie représentent les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles, exception faite de la variation nette des créances sur cartes de crédit, moins les acquisitions d'immobilisations corporelles.

(en millions de dollars canadiens)	2012 (non audité) (12 semaines)	2011 (non audité) (12 semaines)	2012 (non audité) (52 semaines)	2011 (non audité) (52 semaines)
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	605 \$	620 \$	1 637 \$	1 814 \$
Augmentation (diminution) des créances sur cartes de crédit, montant net	232	190	204	104
Moins : acquisitions d'immobilisations corporelles	361	347	1 017	987
Flux de trésorerie disponibles	476 \$	463 \$	824 \$	931 \$

Principales informations financières

Les tableaux qui suivent présentent les principales informations financières trimestrielles, qui ont été préparées par la direction conformément aux Normes internationales d'information financière (les « IFRS ») et qui s'appuient sur les états financiers consolidés annuels audités de la société pour l'exercice clos le 29 décembre 2012. Ces informations financières ne contiennent pas la totalité des informations à fournir aux termes des IFRS; par conséquent, elles doivent être lues en parallèle avec le Rapport annuel 2012 de la société, qui est disponible sous l'onglet Centre des investisseurs du site Web de la société, à l'adresse loblaw.ca.

Comptes consolidés de résultat

Pour les périodes closes le 29 décembre 2012 et le 31 décembre 2011 (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	2012 (12 semaines) (non audité)	2011 (12 semaines) (non audité)	2012 (52 semaines) (audité)	2011 (52 semaines) (audité)
Produits	7 465 \$	7 373 \$	31 604 \$	31 250 \$
Coût des marchandises vendues	5 731	5 664	24 185	23 894
Frais de vente et charges générales et administratives	1 472	1 394	6 223	5 972
Résultat opérationnel	262	315	1 196	1 384
Charges d'intérêts nettes et autres charges financières	80	81	331	327
Bénéfice avant impôt sur le résultat	182	234	865	1 057
Impôt sur le résultat	39	60	215	288
Bénéfice net	143 \$	174 \$	650 \$	769 \$
Bénéfice net par action ordinaire (en dollars)				
De base	0,51 \$	0,62 \$	2,31 \$	2,73 \$
Dilué	0,48 \$	0,60 \$	2,28 \$	2,71 \$

Bilans consolidés

(en millions de dollars canadiens)	Au 29 décembre 2012	Au 31 décembre 2011
Actifs		
Actifs courants		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 079 \$	966 \$
Placements à court terme	716	754
Créances	456	467
Créances sur cartes de crédit	2 305	2 101
Stocks	2 007	2 025
Charges payées d'avance et autres actifs	74	117
Actifs détenus en vue de la vente	30	32
Total des actifs courants	6 667	6 462
Immobilisations corporelles	8 973	8 725
Immeubles de placement	100	82
Goodwill et immobilisations incorporelles	1 057	1 029
Impôt différé	260	232
Dépôts de garantie	252	266
Créances liées à des prêts consentis à des franchisés	363	331
Autres actifs	289	301
Total des actifs	17 961 \$	17 428 \$
Passifs		
Passifs courants		
Fournisseurs et autres passifs	3 720 \$	3 677 \$
Provisions	78	35
Impôt sur le résultat à payer	21	14
Dettes à court terme	905	905
Tranche à moins d'un an de la dette à long terme	672	87
Total des passifs courants	5 396	4 718
Provisions	59	50
Dettes à long terme	4 997	5 493
Impôt différé	18	21
Titres de participation	223	222
Autres passifs	851	917
Total des passifs	11 544	11 421
Capitaux propres attribuables aux actionnaires		
Capital social ordinaire	1 567	1 540
Résultats non distribués	4 790	4 414
Surplus d'apport	55	48
Cumul des autres éléments du résultat global	5	5
Total des capitaux propres attribuables aux actionnaires	6 417	6 007
Total des passifs et des capitaux propres attribuables aux actionnaires	17 961 \$	17 428 \$

Tableaux consolidés des flux de trésorerie

	2012 (12 semaines) (non audité)	2011 (12 semaines) (non audité)	2012 (52 semaines) (audité)	2011 (52 semaines) (audité)
Pour les périodes closes le 29 décembre 2012 et le 31 décembre 2011 (en millions de dollars canadiens)				
Activités opérationnelles				
Bénéfice net	143 \$	174 \$	650 \$	769 \$
Impôt sur le résultat	39	60	215	288
Charges d'intérêts nettes et autres charges financières	80	81	331	327
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	187	170	777	699
Impôt sur le résultat payé	(47)	(54)	(232)	(216)
Intérêts perçus	18	18	52	60
Règlement de contrats à livrer sur actions	-	(7)	-	(7)
Variation des créances sur cartes de crédit	(232)	(190)	(204)	(104)
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement	431	348	55	8
Perte de valeur des immobilisations corporelles et autres pertes de valeur connexes	12	(4)	19	5
Profit sur la sortie d'actifs	(11)	(7)	(12)	(18)
Autres	(15)	31	(14)	3
Rentrées nettes liées aux activités opérationnelles	605	620	1 637	1 814
Activités d'investissement				
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(361)	(347)	(1 017)	(987)
Variation des placements à court terme	135	51	20	18
Produit de la vente d'immobilisations corporelles	29	6	62	57
Variation des placements dans des franchises et autres créances	(21)	(27)	(22)	(18)
Variation des dépôts de garantie	(6)	(85)	11	92
Entrées de goodwill et d'immobilisations incorporelles	1	(8)	(43)	(14)
Autres	-	(4)	-	(4)
Sorties nettes liées aux activités d'investissement	(223)	(414)	(989)	(856)
Activités de financement				
Variation de la dette bancaire	-	-	-	(10)
Variation de la dette à court terme	-	-	-	370
Dette à long terme				
Émise	62	4	111	287
Remboursée	(18)	(53)	(115)	(909)
Intérêts payés	(103)	(103)	(356)	(380)
Dividendes versés	-	(59)	(177)	(193)
Actions ordinaires				
Émises	15	2	22	21
Rachetées aux fins d'annulation	(10)	(17)	(16)	(39)
Sorties nettes liées aux activités de financement	(54)	(226)	(531)	(853)
Incidence de la variation des cours de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	2	(1)	(4)	4
Variation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	330	(21)	113	109
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période	749	987	966	857
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période	1 079 \$	966 \$	1 079 \$	966 \$

États financiers consolidés audités et rapport de gestion annuels 2012

Le Rapport annuel 2012 de la société sera disponible sous l'onglet Centre des investisseurs du site Web de la société à l'adresse loblaw.ca ou à l'adresse sedar.com.

Relations avec les investisseurs

Les actionnaires, les analystes en valeurs mobilières et les professionnels en placements sont priés d'adresser leurs demandes à Kim Lee, vice-présidente, relations avec les investisseurs, au siège social national de la société ou par courriel à investor@loblaw.ca.

Des informations financières supplémentaires ont été transmises par voie électronique à divers organismes de réglementation du commerce des valeurs mobilières au Canada par l'intermédiaire du Système électronique de données, d'analyse et de recherche (« SEDAR ») et du Bureau du surintendant des institutions financières (le « BSIF »), organisme de réglementation principal de la Banque le Choix du Président, filiale de la société.

Téléconférence et webémission

Les Compagnies Loblaw limitée tiendra une téléconférence et une webémission le 21 février 2013, à 11 h, HNE.

Pour accéder à la téléconférence, prière de composer le 647-427-7450. La rediffusion sera disponible deux heures après la téléconférence au 416-849-0833, code d'accès 85735911. Pour accéder à la webémission, veuillez visiter notre site, à l'adresse loblaw.ca, cliquer sur l'onglet Centre des investisseurs, puis cliquer sur la webémission. Préinscription possible.

De plus amples renseignements se trouvent sur le site Web de Les Compagnies Loblaw limitée, à l'adresse loblaw.ca.